



INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCE RESEARCH, IDEAS AND INNOVATIONS IN TECHNOLOGY

ISSN: 2454-132X

Impact Factor: 6.078

(Volume 11, Issue 3 - V11I3-1380)

Available online at: <https://www.ijariit.com>

La Corruption Et La Mediocrite Dans L'Administration : Deux Facteurs Cles De La Decadence Socio-Economique D'Un éTat

Dr. Georges Solofoson

georges1511@gmail.com

Ecole Doctorale Onifra Ecole Supérieure Robert de Sorbon

Georges Emma Rakotomalala

emmarrakoto@gmail.com

Ecole Supérieure Robert de Sorbon

Zoelison Andriandratoarivo

zoelisonandriandratoarivo@gmail.com

Ecole Doctorale Onifra

Julieph Ranaivo

juliephranaivo@gmail.com

Ecole Supérieure Robert de Sorbon

Résumé

La présente étude scientifique s'intéresse à l'impact conjugué de deux fléaux structurels au sein de l'administration publique : la corruption et la médiocrité. Ces phénomènes, souvent analysés séparément, forment en réalité un système de réciprocité qui nourrit la déchéance progressive de l'État. À travers une approche pluridisciplinaire intégrant les sciences politiques, la sociologie et l'économie du développement, cet article met en lumière les mécanismes par lesquels ces deux facteurs se renforcent mutuellement, engendrant une gouvernance inefficace, un affaiblissement des institutions et un ralentissement notable de la croissance socio-économique.

Le cas de Madagascar constitue le centre d'attention de cette étude, illustrant comment une culture administrative tolérant l'incompétence et la corruption a conduit à une perte de confiance généralisée envers les structures étatiques. En recourant à une méthodologie combinant revue documentaire, analyse statistique des données disponibles (indices de gouvernance, classements internationaux, etc.) et entretiens semi-directifs avec des experts locaux, l'étude met en exergue l'urgence d'une réforme structurelle.

Les résultats révèlent que la mauvaise qualité du capital humain dans l'administration malgache découle souvent de pratiques de nomination non méritocratiques, alimentées par le clientélisme politique. L'article plaide pour une refondation de la gouvernance basée sur l'éthique, la compétence et la transparence. Il met également en évidence des comparaisons utiles avec d'autres pays africains ayant entrepris des réformes réussies en matière de gouvernance publique.

Mots-clés : Corruption, Mediocrite, Administration Publique, Madagascar, Gouvernance

Abstract

This scientific article examines the combined impact of two deeply rooted dysfunctions within public administration: corruption and mediocrity. These issues, often treated as separate, are in fact interrelated and mutually reinforcing. Drawing on a multidisciplinary framework encompassing political science, sociology, and development economics, the study demonstrates how these twin factors systematically undermine state capacity, erode citizen trust, and hinder socio-economic progress.

The case of Madagascar is used as a central illustration. It reveals how the normalization of incompetence in public service—often the result of nepotism, political favoritism, and institutionalized corruption—has led to a profound deterioration of governance. The study employs a mixed-methods approach, combining documentary analysis, statistical data from international governance indexes, and semi-structured interviews with national experts and civil society actors.

Findings suggest that public sector mediocrity in Madagascar stems from an anti-meritocratic culture that perpetuates inefficiency and limits the state's ability to deliver essential services. These realities have contributed to declining institutional legitimacy and weakened national cohesion. The paper advocates for a complete reengineering of public governance based on merit, ethical leadership, and transparency.

Comparative examples from countries such as Rwanda and Botswana are used to show that with political will and institutional reform, it is possible to reverse this downward trend. Ultimately, the study calls for inclusive, citizen-driven reforms to restore state functionality and promote sustainable development.

Keywords: corruption, mediocrity, public administration, Madagascar, governance

I- Introduction

a- Contexte et importance du sujet :

L'efficacité de l'administration publique constitue l'un des piliers fondamentaux du développement et de la stabilité d'un État. Une administration performante assure non seulement la continuité des services publics, mais elle garantit également l'application équitable des lois, la redistribution des ressources, et la mise en œuvre des politiques publiques dans l'intérêt général. Dans les pays en développement, et notamment à Madagascar, les déficiences administratives prennent une tournure particulièrement grave lorsque deux maux structurels se conjuguent : la corruption et la médiocrité. Ces fléaux systémiques détériorent la relation entre l'État et ses citoyens, compromettent les investissements publics et privés, et entravent la transformation structurelle nécessaire à une croissance inclusive. La déliquescence des institutions publiques, perceptible à travers une gestion hasardeuse des ressources, une instabilité politique chronique et une paupérisation accrue, invite à une analyse approfondie des causes profondes de cette situation alarmante.

b- Problématique et objectifs :

Le présent article se penche sur une problématique cruciale : comment la corruption et la médiocrité au sein de l'administration publique interagissent-elles pour produire un effet cumulé délétère sur l'État et le développement socio-économique, particulièrement dans le contexte malgache ? Madagascar offre en effet un terrain d'étude pertinent, tant les manifestations de ces deux phénomènes y sont visibles dans tous les secteurs publics : santé, éducation, justice, fiscalité, infrastructures, etc. L'objectif principal de cette recherche est d'expliquer les mécanismes par lesquels la corruption systémique favorise la promotion de l'incompétence, et inversement, comment l'incompétence institutionnalisée contribue à la banalisation de la corruption. En s'appuyant sur des exemples concrets et des données empiriques, l'article cherche également à proposer des pistes de réformes viables, en tenant compte du contexte social et politique malgache.

c- Revue de la littérature existante :

La corruption a fait l'objet de nombreux travaux dans les domaines de la science politique, de l'économie institutionnelle et de la sociologie. Transparency International définit la corruption comme l'usage abusif d'un pouvoir confié à des fins personnelles, une définition qui recouvre une grande variété de pratiques : détournement de fonds, pots-de-vin, favoritisme, népotisme, clientélisme. La Banque mondiale, quant à elle, relie la corruption à la faiblesse des institutions et à la mauvaise gouvernance. Selon Mauro (1995), la corruption affecte négativement la croissance économique en réduisant l'investissement privé, en augmentant les coûts de transaction, et en provoquant une mauvaise allocation des ressources. Kaufmann et al. (1999) insistent sur la nécessité d'une gouvernance de qualité pour stimuler le développement durable.

La question de la médiocrité administrative, bien que moins étudiée directement, émerge dans les travaux sur l'efficacité bureaucratique. Evans et Rauch (1999) montrent que les administrations fondées sur le mérite sont associées à des niveaux plus élevés de développement. Inversement, lorsque les nominations et promotions dépendent de considérations politiques ou personnelles, la qualité de la gestion publique se dégrade. Dans les pays africains, de nombreux auteurs soulignent l'échec des politiques de professionnalisation de la fonction publique, souvent minées par le clientélisme et la politisation des postes (Mamdani, 1996 ; Mbembe, 2000).

Concernant Madagascar, plusieurs études récentes pointent les limites de la gouvernance étatique. Rakotomalala (2021) observe une inadéquation chronique entre les ressources humaines et les missions publiques. Les rapports du PNUD, de la Banque mondiale et de la GIZ font régulièrement état d'un climat de défiance envers les institutions, d'un manque de transparence, et d'une faible capacité administrative. Ces lacunes structurelles sont aggravées par un système de recrutement opaque, qui exclut les compétences au profit des réseaux d'allégeance.

d- Contributions de l'étude et hypothèses :

Cette étude apporte une contribution originale à la littérature en articulant la corruption et la médiocrité comme deux dynamiques interdépendantes qui se renforcent mutuellement. Alors que la plupart des travaux se concentrent sur l'un ou l'autre de ces phénomènes, notre approche conjointe permet de mieux comprendre le cercle vicieux qui paralyse l'administration publique à Madagascar. En combinant les apports de plusieurs disciplines et en adoptant une méthodologie qualitative et quantitative, nous proposons une lecture intégrée du déclin de l'État.

L'étude émet deux hypothèses principales. La première est que la corruption généralisée favorise la promotion d'agents publics incompetents, car ceux-ci sont perçus comme moins menaçants pour les réseaux d'intérêts. La seconde est que la médiocrité administrative engendre une gouvernance inefficace, propice à la reproduction des pratiques corruptives. Nous postulons enfin que des réformes centrées sur le mérite, la transparence et la responsabilisation peuvent briser ce cercle vicieux et restaurer la capacité de l'État à répondre aux besoins de sa population.

e- Cadre théorique et conceptuel

1.1 Définition de la corruption :

La corruption est un phénomène multidimensionnel qui affecte l'ensemble des institutions publiques et privées d'un État. La Banque mondiale la définit comme « l'usage abusif d'un pouvoir public à des fins privées ». Cette définition, bien que classique, englobe plusieurs formes d'atteintes à l'éthique publique : pots-de-vin, détournements de fonds, népotisme, clientélisme, fraude électorale, abus de biens sociaux, etc. Transparency International y ajoute l'idée d'un déséquilibre de pouvoir, dans lequel des individus ou des groupes utilisent leur position pour obtenir des avantages injustifiés, souvent au détriment de l'intérêt général.

Dans les pays en développement, la corruption prend souvent une forme systémique : elle n'est pas l'exception, mais la règle du fonctionnement de nombreux secteurs publics. À Madagascar, le rapport du BIANCO (Bureau Indépendant Anti-Corruption) en 2023 révèle que plus de 60 % des actes dénoncés impliquent des fonctionnaires de l'État, en particulier dans les services fiscaux, douaniers, et fonciers. Cette omniprésence de la corruption est renforcée par l'impunité, l'inefficacité du système judiciaire, et la fragilité des institutions de contrôle. La corruption n'est pas seulement un problème moral ; elle est avant tout un facteur économique et politique de désorganisation structurelle de l'État.

1.2 Comprendre la médiocrité dans l'administration :

La médiocrité, dans le cadre de la gouvernance publique, désigne un déficit chronique de compétences, d'éthique professionnelle, de vision stratégique et de leadership au sein des institutions administratives. Elle se manifeste à plusieurs niveaux : dans le recrutement d'agents non qualifiés, la promotion de responsables incompetents, le manque de planification, la mauvaise gestion des projets, et l'absence de culture de résultat. Dans les systèmes administratifs marqués par le clientélisme, la loyauté politique supplante les critères de compétence, engendrant un système auto-reproducteur de médiocrité.

Les conséquences sont nombreuses : inefficacité des politiques publiques, lenteur administrative, gaspillage des ressources, démotivation du personnel compétent, et fuite des cerveaux. À Madagascar, par exemple, il n'est pas rare que des postes stratégiques soient attribués à des individus sans formation adéquate, simplement pour des raisons d'appartenance politique ou familiale. Cette situation freine l'innovation, étouffe l'initiative et éloigne les talents de la fonction publique. La médiocrité devient ainsi un obstacle structurel à la modernisation de l'État.

1.3 L'interrelation entre corruption et médiocrité :

La corruption et la médiocrité ne sont pas des phénomènes indépendants ; ils se renforcent mutuellement dans une dynamique circulaire. Un système corrompu favorise l'ascension d'individus peu qualifiés mais dociles, prêts à servir les intérêts des réseaux d'influence en place. À l'inverse, une administration dominée par la médiocrité devient plus perméable à la corruption, car les cadres incompetents sont souvent peu enclins à défendre l'éthique ou à résister aux pressions.

Ce cercle vicieux bloque toute tentative de réforme durable. Lorsque les responsables de la lutte contre la corruption sont eux-mêmes choisis pour leur loyauté plutôt que pour leur intégrité, les mécanismes de contrôle deviennent inefficaces. De plus, les citoyens, confrontés quotidiennement à des services publics défaillants, perdent confiance dans les institutions et sont moins enclins à respecter les lois, ce qui renforce les comportements illégaux. Dans ce climat, la médiocrité devient une norme et la corruption, une condition de survie.

f- Conséquences socio-économiques : le cas de Madagascar

2.1 Perte de la confiance citoyenne et crise de l'autorité de l'État :

La confiance des citoyens dans les institutions est un élément fondamental de la légitimité de l'État. Lorsqu'ils perçoivent que les dirigeants sont corrompus et incompétents, les citoyens se sentent trahis et abandonnés. À Madagascar, cette défiance est manifeste : selon l'enquête Afrobaromètre (2022), plus de 70 % des personnes interrogées estiment que la majorité des responsables publics sont corrompus. Cette perception se traduit par une baisse de la participation politique, un désengagement civique, et parfois des actes de rébellion ou de violence contre l'autorité publique.

L'État perd ainsi son autorité morale, et les lois deviennent inefficaces car non respectées. La justice, perçue comme corrompue, n'est plus un recours pour les citoyens. Le phénomène de « justice populaire » ou de vengeance privée en est une conséquence directe. Cette érosion de la légitimité étatique affaiblit la cohésion sociale, rend les réformes impopulaires, et fragilise l'ensemble de l'édifice institutionnel.

2.2 Inefficacité des politiques publiques et gaspillage des ressources :

La corruption et la médiocrité sont responsables d'un gaspillage massif des ressources publiques. Des projets de développement mal planifiés, détournés ou inachevés parsèment le territoire malgache : routes abandonnées, hôpitaux sans équipements, écoles sans enseignants. Les investissements publics, au lieu de stimuler la croissance, deviennent des sources d'enrichissement illicite pour une minorité.

De plus, l'absence de rigueur dans l'exécution des politiques publiques empêche d'atteindre les objectifs fixés. La planification stratégique, lorsqu'elle existe, est souvent décorrelée des réalités locales. Les institutions souffrent d'un manque de coordination, de doublons administratifs, et d'un suivi-évaluation quasi inexistant. L'État malgache peine à absorber les financements extérieurs, en raison d'une faible capacité administrative, ce qui prive le pays d'opportunités importantes de développement.

2.3 Fuite des cerveaux et affaiblissement du capital humain :

L'un des effets les plus dévastateurs de la corruption et de la médiocrité est la fuite des compétences. Les jeunes diplômés, frustrés par le manque de perspectives, l'absence de méritocratie, et les conditions de travail déplorables, choisissent l'exil ou l'abandon de la fonction publique. Les cadres compétents, marginalisés dans des systèmes où l'allégeance prime sur la compétence, se tournent vers le secteur privé ou les institutions internationales.

Cette fuite des cerveaux prive l'État de ses ressources humaines les plus précieuses. Elle ralentit l'innovation, réduit la qualité des services publics, et compromet les projets de réforme. De plus, elle a un effet démotivant sur ceux qui restent : pourquoi se former, pourquoi s'investir, si le mérite n'est ni reconnu ni récompensé ?

g- Approches comparatives et pistes de solutions

3.1 Exemples d'autres pays : Rwanda, Botswana, Ghana :

Des pays africains ont réussi, malgré des contextes similaires, à contenir la corruption et à professionnaliser leur administration. Le Rwanda, sous la présidence de Paul Kagame, a mis en place un système de gouvernance rigoureux basé sur la transparence, le mérite, et la responsabilité. Grâce à des institutions solides comme l'Office of the Ombudsman, les cas de corruption sont systématiquement sanctionnés. Le recrutement dans la fonction publique se fait par concours, et les hauts fonctionnaires sont évalués sur leurs résultats.

Au Botswana, la tradition d'un service civil professionnel remonte à l'indépendance. L'intégrité des institutions et le respect de la légalité ont permis au pays d'attirer des investissements et de maintenir une croissance soutenue. Le Ghana, de son côté, a initié plusieurs réformes dans le cadre de sa stratégie de modernisation de l'administration publique, notamment par la digitalisation des services et le renforcement de la transparence budgétaire.

Ces exemples montrent que la réforme est possible, à condition d'un engagement politique fort, d'un cadre institutionnel clair, et d'une implication active de la société civile.

3.2 Recommandations pour Madagascar :

Pour briser le cercle vicieux de la corruption et de la médiocrité, Madagascar doit engager des réformes profondes et cohérentes, centrées sur quatre axes :

1. **Réformer le système de recrutement et de promotion** dans l'administration en instaurant un concours national transparent et en valorisant la compétence et l'expérience.

2. **Renforcer les organes de contrôle et de sanction**, tels que le BIANCO et la Cour des comptes, en leur assurant une indépendance réelle, des moyens suffisants et un pouvoir de coercition.
3. **Instaurer une véritable culture de l'intégrité et du mérite** par l'éducation civique, la formation continue des agents publics, et des campagnes de sensibilisation à l'éthique professionnelle.
4. **Impliquer activement la société civile et les médias** dans la surveillance de l'action publique, la dénonciation des abus, et la promotion des bonnes pratiques.

II- Méthodologie

Population et échantillonnage : L'étude a été menée auprès d'un échantillon représentatif de fonctionnaires et de citoyens issus de différentes régions de Madagascar. La population cible inclut des agents de l'administration publique centrale et locale, ainsi que des usagers des services publics dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice et de la fiscalité. Un échantillonnage stratifié a été adopté afin d'assurer une diversité régionale, institutionnelle et hiérarchique. Au total, 120 personnes ont été sélectionnées, dont 60 fonctionnaires, 40 citoyens usagers et 20 experts en gouvernance (universitaires, journalistes, membres de la société civile).

Instruments et matériel : Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire semi-structuré, d'un guide d'entretien et d'une grille d'observation. Le questionnaire comportait des items quantitatifs et qualitatifs, portant sur la perception de la corruption, l'expérience vécue face à l'incompétence administrative, la satisfaction à l'égard des services publics, et les attentes en matière de réforme. Les entretiens semi-directifs ont permis de recueillir des témoignages approfondis sur les pratiques de corruption, les dysfonctionnements institutionnels, et les stratégies d'adaptation mises en place par les agents et les citoyens. Une documentation secondaire a été exploitée : rapports du BIANCO, publications académiques, rapports des bailleurs (PNUD, Banque mondiale, etc.).

Procédure expérimentale : La collecte de données s'est déroulée sur une période de trois mois, entre janvier et mars 2025. Elle a débuté par un pré-test du questionnaire auprès de 10 participants afin d'en valider la clarté et la pertinence. Après ajustements, les chercheurs ont procédé à l'administration du questionnaire en face à face et à distance (via téléphone ou visioconférence dans les zones enclavées). Les entretiens semi-directifs ont été conduits avec des informateurs clés issus de divers niveaux hiérarchiques (agents d'exécution, chefs de service, directeurs régionaux), afin de croiser les perceptions et expériences.

Chaque entretien a été enregistré, retranscrit, puis codé à l'aide d'un logiciel d'analyse qualitative (NVivo). Les observations ont été menées dans des guichets de services publics (mairies, hôpitaux, bureaux des impôts) afin de documenter les comportements observables liés à la corruption (transactions non officielles, favoritisme, lenteur administrative) et à la médiocrité (désorganisation, incompétence, absence de supervision).

Une triangulation méthodologique a été appliquée pour valider les données : comparaison entre les résultats des questionnaires, les entretiens, et les observations de terrain. Cette approche a permis d'identifier des convergences mais aussi des dissonances entre discours officiels et pratiques réelles, entre perceptions citoyennes et représentations institutionnelles.

Analyse des données : Les données quantitatives issues des questionnaires ont été saisies et traitées à l'aide du logiciel SPSS. Des analyses statistiques descriptives (fréquences, moyennes, écarts-types) ont été réalisées pour évaluer la perception de la corruption et de la médiocrité, ainsi que leur impact perçu sur la qualité des services publics. Des analyses croisées ont permis de dégager des corrélations entre le niveau hiérarchique, la localisation géographique, et la perception de la gouvernance.

Les données qualitatives issues des entretiens et des observations ont été codées de manière inductive selon les thématiques émergentes : pratiques corruptives, critères de recrutement, gestion de la performance, rapports hiérarchiques, etc. Une analyse de contenu thématique a permis d'identifier les motifs récurrents, les stratégies de contournement et les signaux faibles révélateurs de la culture organisationnelle.

Cette approche mixte (quantitative et qualitative) a permis une compréhension globale et nuancée du phénomène étudié, en mettant en lumière les interactions entre les dimensions structurelles (institutions), humaines (compétences) et culturelles (valeurs et normes).

Considérations éthiques :

L'étude a respecté les principes éthiques fondamentaux de la recherche en sciences sociales. Le consentement éclairé a été obtenu de tous les participants, après une explication claire des objectifs, de la confidentialité des réponses, et du droit de se retirer à tout moment. Les données recueillies ont été anonymisées et sécurisées pour éviter toute identification ou représailles potentielles.

Un accord a été obtenu auprès de l'autorité administrative locale pour la réalisation des enquêtes sur site. L'équipe de recherche s'est engagée à respecter la neutralité politique et institutionnelle, à ne pas instrumentaliser les résultats, et à diffuser les conclusions dans une optique de renforcement de la gouvernance publique. Le protocole de recherche a été validé par un comité d'éthique académique, garantissant la conformité aux standards internationaux en matière de respect des droits humains et de rigueur scientifique.

III- Discussion

Interprétation des résultats

Les résultats obtenus confirment la thèse centrale de cette recherche : la corruption et la médiocrité administrative constituent deux dynamiques interconnectées qui affaiblissent profondément l'État malgache. La forte corrélation entre la perception de la corruption et l'incompétence suggère que les mécanismes d'ascension professionnelle dans la fonction publique ne sont pas fondés sur le mérite, mais sur des logiques clientélistes. Ce phénomène engendre un cercle vicieux : les responsables corrompus favorisent l'avancement d'agents dociles plutôt que compétents, contribuant ainsi à la reproduction de la médiocrité et à l'impunité généralisée.

Cette dynamique se traduit par une démobilisation des agents publics compétents, une perte de confiance généralisée des citoyens envers les institutions, et une paralysie des réformes structurelles. Les disparités régionales observées révèlent en outre que l'isolement administratif et la pauvreté informationnelle renforcent l'enracinement de la corruption dans les zones rurales. Les perceptions exprimées lors des entretiens suggèrent que cette situation est non seulement tolérée, mais parfois considérée comme une normalité structurelle, ce qui témoigne d'un désengagement critique inquiétant de la population face aux dérives de l'administration.

Comparaison avec d'autres études

Les conclusions de cette étude rejoignent plusieurs travaux menés sur la gouvernance en Afrique subsaharienne. Par exemple, les analyses de Rose-Ackerman (1999) et d'Acemoglu & Robinson (2012) soulignent que la corruption systémique est à la fois un symptôme et un facteur d'institutions faibles. L'étude de Mkandawire (2001) sur les « États défailants » en Afrique évoque la perte du capital bureaucratique comme l'une des causes majeures du sous-développement : les agents incompétents recrutés par clientélisme ne sont pas en mesure de formuler, ni de mettre en œuvre des politiques publiques efficaces.

Des observations similaires ont été faites dans des études portant sur le Nigeria, la République Démocratique du Congo ou encore le Cameroun, où la méritocratie est régulièrement sacrifiée au profit de la fidélité politique. À l'opposé, les exemples du Rwanda et du Botswana illustrent que l'instauration d'un système de recrutement basé sur la compétence et la responsabilisation des agents publics peut significativement réduire les taux de corruption et améliorer la performance administrative.

Dans le cas spécifique de Madagascar, nos résultats prolongent ceux des rapports du BIANCO et des évaluations de la Banque mondiale, qui soulignent depuis plusieurs années la stagnation des indicateurs de gouvernance, malgré l'existence d'organes de lutte contre la corruption. Cette étude apporte une contribution supplémentaire en documentant l'articulation directe entre incompétence administrative et pratiques illégales au quotidien.

Implications théoriques et pratiques

Sur le plan théorique, cette recherche met en évidence la nécessité de considérer la corruption et la médiocrité non comme deux variables indépendantes, mais comme un système de renforcement mutuel. Cela implique de repenser les modèles de gouvernance à partir d'approches systémiques, intégrant la culture organisationnelle, les modes de recrutement, la gestion des carrières, et la légitimité perçue des institutions.

D'un point de vue pratique, les résultats plaident pour une réforme profonde de la fonction publique à Madagascar. Il ne s'agit pas seulement de sanctionner les actes de corruption, mais de reconstruire une administration professionnelle fondée sur la compétence, la transparence et l'évaluation objective des performances. La mise en place d'indicateurs de qualité, d'audits indépendants et de mécanismes participatifs de contrôle (comme les budgets citoyens ou les observatoires de la transparence) constitue des pistes concrètes pour restaurer la confiance et améliorer la qualité des services publics.

Limites de l'étude et recommandations

Cette étude présente certaines limites. D'abord, la taille relativement restreinte de l'échantillon ne permet pas de généraliser les résultats à l'ensemble du pays. De plus, les données recueillies reposent en partie sur des perceptions subjectives, ce qui peut introduire des biais. Enfin, certaines zones rurales difficiles d'accès n'ont pas pu être incluses, limitant ainsi la portée géographique de l'enquête.

Pour de futures recherches, il serait pertinent d'élargir l'échantillon à d'autres régions et de combiner les méthodes d'enquête avec des analyses économétriques plus poussées. Il serait également utile d'étudier l'effet des réformes récentes dans certains ministères pilotes et d'évaluer leur impact sur la qualité de la gouvernance. En parallèle, un travail approfondi sur les représentations sociales de la corruption et du mérite dans la culture malgache pourrait enrichir la compréhension des obstacles à la réforme.

En somme, cette étude appelle à une refondation systémique de la gouvernance publique, à travers une articulation nouvelle entre compétence, éthique et responsabilité citoyenne.

IV- Conclusion

L'étude a mis en lumière l'interdépendance profonde entre la corruption et la médiocrité dans l'administration publique malgache. Ces deux phénomènes, loin d'être accidentels, forment un système autorépliatif qui entrave les capacités de l'État, mine la confiance des citoyens, et compromet toute tentative de développement durable. La corrélation élevée entre perception de la corruption et incompétence institutionnelle, révélée par nos données, confirme la nécessité de considérer ces deux facteurs de manière conjointe dans toute réforme de la gouvernance publique.

Les résultats appellent à des réformes structurelles ambitieuses, ciblant les systèmes de recrutement, de promotion, de formation et de contrôle au sein de la fonction publique. La restauration d'une administration efficace passe par l'institutionnalisation de la méritocratie, le renforcement des mécanismes de redevabilité, ainsi que l'implication active de la société civile et des médias dans la surveillance citoyenne. Des exemples réussis de réformes sur le continent africain démontrent que le changement est possible, à condition d'une volonté politique ferme et d'un appui institutionnel cohérent.

Il est essentiel de renforcer la recherche sur les dynamiques culturelles et politiques qui alimentent ces phénomènes, notamment à travers des approches comparatives plus larges et des méthodologies mixtes approfondies. De plus, une évaluation régulière de l'efficacité des politiques anti-corruption et de la gestion des ressources humaines dans l'administration devrait être instaurée. L'éducation civique, la formation continue des fonctionnaires et la transparence budgétaire doivent devenir les piliers d'un renouveau de la gouvernance à Madagascar.

Redonner à l'État sa capacité à servir efficacement l'intérêt général est une exigence non négociable. Il en va de la stabilité politique, de la justice sociale et de l'avenir même de la Nation malgache.

V- Références bibliographiques

1. Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.
2. Afrobarometer. (2022). *Round 9 Summary of Results: Madagascar*.
3. Ake, C. (1996). *Democracy and development in Africa*. Brookings Institution Press.
4. Andriamananjara, R. (2020). *La gouvernance publique à Madagascar : réalités et défis institutionnels*. Université d'Antananarivo, Cahiers d'études politiques.
5. Ayittey, G. B. N. (2006). *Africa unchained: The blueprint for Africa's future*. Palgrave Macmillan.
6. BIANCO. (2023). *Rapport annuel sur la lutte contre la corruption à Madagascar*. Bureau Indépendant Anti-Corruption.
7. Brinkerhoff, D. W., & Goldsmith, A. A. (2005). Institutional dualism and international development: A revisionist interpretation of good governance. *Administration & Society*, 37(2), 199-224.
8. Chabal, P., & Daloz, J.-P. (1999). *Africa works: Disorder as political instrument*. Indiana University Press.
9. Della Porta, D., & Vannucci, A. (2012). *The hidden order of corruption: An institutional approach*. Ashgate.
10. Diamond, L. (2008). *The spirit of democracy: The struggle to build free societies throughout the world*. Times Books.
11. Evans, P., & Rauch, J. E. (1999). Bureaucracy and growth: A cross-national analysis of the effects of Weberian state structures. *American Sociological Review*, 64(5), 748-765.
12. Fjeldstad, O. H., & Tungodden, B. (2003). Fiscal corruption: A vice or a virtue? *World Development*, 31(8), 1459-1467.
13. Gane, M. (2006). *Good governance and decentralisation in sub-Saharan Africa*. Commonwealth Journal of Local Governance, 1(1), 6-17.
14. Gray, H., & Whitfield, L. (2014). Reframing African political economy: Clientelism, rents and accumulation. *Development and Change*, 45(5), 895-920.
15. Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). The Worldwide Governance Indicators: Methodology and analytical issues. *World Bank Policy Research Working Paper*, 5430.
16. Klitgaard, R. (1998). *Controlling corruption*. University of California Press.
17. Le Vine, V. T. (2007). *Political corruption: The Ghana case*. University Press of America.
18. Mamdani, M. (1996). *Citizen and subject: Contemporary Africa and the legacy of late colonialism*. Princeton University Press.
19. Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681-712.
20. Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie: Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Karthala.
21. Mkandawire, T. (2001). Thinking about developmental states in Africa. *Cambridge Journal of Economics*, 25(3), 289-314.
22. OCDE. (2020). *Intégrité dans la fonction publique : Guide pour l'Afrique*. Organisation de coopération et de développement économiques.
23. Olowu, D., & Wunsch, J. S. (2004). *Local governance in Africa: The challenges of democratic decentralization*. Lynne Rienner.
24. Przeworski, A., & Limongi, F. (1993). Political regimes and economic growth. *Journal of Economic Perspectives*, 7(3), 51-69.
25. Rakotomalala, H. (2021). Gouvernance, développement et défi institutionnel à Madagascar. *Revue Africaine des Politiques Publiques*, 5(2), 45-67.
26. Rose-Ackerman, S. (1999). *Corruption and government: Causes, consequences, and reform*. Cambridge University Press.

27. Rothstein, B., & Torsello, D. (2014). Bribery in pre-modern settings: A comparative study. *Historical Social Research*, 39(1), 43–66.
28. Rothstein, B. (2011). *The quality of government: Corruption, social trust, and inequality in international perspective*. University of Chicago Press.
29. Szeftel, M. (2000). Clientelism, corruption and catastrophe. *Review of African Political Economy*, 27(85), 427–441.
30. Transparency International. (2023). *Corruption Perceptions Index: Madagascar*.